

\* La Meuse - Basse Meuse, La Meuse - Liège

*Réunie ce vendredi, la commission d'enquête parlementaire sur les inondations a déjà eu l'occasion de mettre en évidence des dysfonctionnements survenus au sein du Service public de Wallonie pendant la gestion de la crise. Certaines alertes n'ont apparemment même pas été consultées. Explications.*

« Aurait-on pu mieux prévoir les précipitations de la mi-juillet et ainsi anticiper les inondations ? ». C'est LA qui question qui hante de nombreux citoyens liégeois, parfois fortement touchés par les eaux. D'autant plus quand on sait que le Service public de Wallonie a été averti du danger. À l'occasion de la commission d'enquête parlementaire mise en place par le parlement wallon, on apprend que différentes alertes, notamment de l'IRM, ont bien été reçues. D'autres ont été reçues, mais n'ont même pas été consultées par le Service public de Wallonie.

C'est le cas des alertes EFAS, le système européen d'alerte aux inondations. Entre le 10 et le 14 juillet, il a envoyé 25 avertissements à tous les pays concernés par les intempéries, dont la Belgique.

Ces alertes n'ont toutefois pas permis aux autorités d'anticiper les conséquences des fortes précipitations annoncées. Elles n'ont même pas été consultées.

La Gestion hydrologique (DGH) au sein du SPW, ne s'est pas connectée à ce système, n'a pas consulté ces données, par manque de formation de ses ingénieurs pour exploiter ces informations : « Il a fallu 48 heures entre le lundi matin et le mercredi matin pour que la Région déclenche l'alerte inondations, alors que les alarmes étaient là. Ce délai perdu a fait que des dégâts ont été réalisés, et qu'on n'a pas pu intervenir à temps », lançait François Desquesnes, chef de groupe cdH au parlement de Wallonie. « L'EFAS est un outil qui n'est pas encore exploité de manière opérationnelle dans notre circuit, notamment parce qu'on n'a pas pu le valider », s'est défendu Philippe Dierickx, directeur de la DGH, auditionné ce vendredi avec David Dehenauw, responsable des prévisions à l'IRM. « On n'a pas nécessairement des retours d'expérience toujours positifs. Il est extrêmement compliqué à interpréter. C'est un modèle expérimental et global, qui n'est pas calibré pour la Wallonie. Nous avons été confrontés à une pluviométrie exceptionnelle à laquelle se sont ajoutées de fortes incertitudes. Mais nous ne sommes pas les seuls à avoir été en difficultés. L'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg ont vécu la même situation », termine-t-il. Le responsable de L'EFAS n'a quant à lui pas encore pu être entendu. Le parlement attend toujours l'autorisation de l'Union européenne pour réaliser son audition.

#### Soucis de communication

Mais au-delà de ces alertes, c'est le fonctionnement même au sein du SPW qui a posé question : « Lorsque la situation commençait à s'aggraver, le barrage d'Eupen a prévenu la DGH. Mais une fois que la DGH a décidé de tirer la sonnette d'alarme, elle a prévenu le centre de crise, qui est une coquille vide, au lieu de se tourner vers ses collègues du barrage. Il faut comprendre pourquoi deux collègues au sein du SPW ne se parlent pas », explique Diana Nikolic, députée présente au sein de la commission. « Quand on regarde l'organigramme, c'est une constellation qui n'est pas claire. Il est difficile de savoir qui fait quoi, qui communique quelle information et à qui. On a l'impression qu'ils travaillent en silo. Il faudra mettre en place des lieux où les différents services peuvent échanger des informations afin de mieux communiquer, de mieux se coordonner... Il faut en tout cas beaucoup plus de transversalité. Chacun (IRM et Gestion hydraulique) semble avoir fait de son mieux mais ni les procédures ni les outils ne sont adaptés à une crise comme celle qu'on a connue ».

Vendredi, la commission poursuivra son travail en entendant Simon Riguelle, le directeur du centre de crise régional, Bart Raeymaekers, son homologue au niveau national et Olivier Schmitz, le gouverneur de la province du Luxembourg et représentant du collège des gouverneurs wallons.

Stefano Barattini

Stefano Barattini

Copyright © 2021 Sud Presse. Tous droits réservés